



Installée au cœur de l'estuaire de la Seine, à quelques encablures du Havre, la Compagnie Française de Raffinerie est aujourd'hui la propriété de la multinationale Total. Elle ne passe pas inaperçue dans le paysage. La nuit, ses feux nous rappellent que l'industrie pétrolière fait rarement une pause.

Créée au lendemain de la première guerre mondiale pour des raisons stratégiques liées à l'indépendance nationale, la raffinerie va vivre toutes les problématiques liées à la place de l'industrie pétrolière dans notre pays. Très vite, un syndicat CGT va prendre racine et son histoire va se confondre avec celle de l'entreprise.

Cet ouvrage collectif fait appel à des souvenirs, à la mémoire, de celles et de ceux qui ont vécu de l'intérieur la vie quotidienne dans une raffinerie au cours de ces dernières décennies. Il s'agit, bien évidemment d'une histoire sociale, avec ses grands mouvements de grève et ses actions permanentes pour la défense des intérêts individuels et collectifs des salariés.

Le syndicat CGT naît quelques mois avant la victoire du Front populaire et les grèves qui vont ponctuer l'été 1936. Les salariés vont durant cette période occuper l'entreprise durant plusieurs jours. Confrontés à la volonté du patronat de l'industrie du pétrole d'individualiser les salaires de chacun et d'y ajouter des touches d'augmentation au mérite, les grévistes vont exiger une convention collective où la qualification et les compétences de chacun seraient enfin reconnues. Dans un tel contexte de déferlante sociale les délégués de la CGT vont évoluer dans un environnement combatif et politique qui va marquer au fer rouge une culture syndicale transmise de génération en génération. Ils vont aussi vivre d'autres conflits, parfois très durs, avec une volonté farouche de surmonter les difficultés liées trop souvent à la répression. Mais l'essentiel reste la pertinence de l'engagement syndical de toutes ces générations de militantes et de militants, engagement synonyme d'émancipation humaine.

La présence d'un syndicat de la CGT à la raffinerie depuis sa création a modifié, et continue de modifier profondément la manière de concevoir le social et le niveau des salaires, les conditions de travail, la sécurité, le rôle du comité d'entreprise... Une histoire qui permet de ne pas lire le réel par le petit bout de la lorgnette. Dans tous les cas de figure, quelle que soit la forme de lutte, le syndicat agit, stimule, aide, soutient, coordonne, négocie. Il est toujours au cœur des luttes même s'il n'est pas à tout moment déclencheur.

Le syndicat ne se résume donc pas à la grève, même si cette dernière constitue la forme la plus éclatante de l'action, c'est d'abord et avant tout une école de solidarité et de fraternité, un lieu où l'on peut se défendre mieux soi-même en défendant les autres. Marcel Saunier, ancien responsable du syndicat de la raffinerie, avec son expérience, décrit la dimension sociale, culturelle et humaine du syndicat de cette manière : « *Le syndicat, présent et presque omniprésent, faisait partie intégrante de la façon de vivre, de travailler, de se défendre... On idéalise un peu, mais nous passions tellement de temps ensemble que s'instaurait une certaine fraternité, une solidarité sans faille...* ». S'ajoute, à l'évidence, la réalité d'être confronté au danger permanent. Ici, les accidents du travail sont rarement anodins. Leurs conséquences sont souvent dramatiques.

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) obligatoire dans toutes les entreprises de plus de cinquante salariés a été supprimé dans le nouveau code du travail. Il a été remplacé par un comité social et économique (CSE) où tous les représentants des salariés deviennent polyvalents avec moins de moyens. Certes, le gouvernement d'Emmanuel Macron s'est empressé de déclarer que « *des commissions dédiées à la sécurité seront créées dans les usines à risques* », mais si la responsabilité des risques industriels et professionnels est d'abord de la responsabilité de l'entreprise force est de constater comme une évidence que la sécurité passe d'abord et avant tout par les salariés. Supprimer une telle structure dédiée à la sécurité pour quelques euros d'économie sur les coûts de production

semble dérisoire au regard du chiffre d'affaires et des profits d'une multinationale et du montant des dividendes versées à ses actionnaires. Cette recherche d'économie se concentre le plus souvent sur l'emploi, avec une réduction constante des effectifs, un recours à la sous-traitance en cascade employant elle-même du personnel précaire peu ou pas formé. Le tout au détriment de la sécurité. Pour tous les établissements, a *fortiori* s'il y a risques, les CHSCT, instances de contrôle des obligations des employeurs doivent être maintenus avec des prérogatives renforcées notamment sur les questions environnementales. Ces questions prennent une place importante dans cet ouvrage. Les militants de la CGT de la raffinerie y sont particulièrement sensibles. Ils agissent, en permanence, à faire en sorte que les salariés soient « *les sentinelles du risque industriel* ». Leur culture est celle de la prévention, pas celle du risque.

Cet ouvrage met en évidence, avec toutes ces luttes depuis des décennies, qu'il n'y a pas de forme de lutte meilleure qu'une autre, tout dépend du contexte, du rapport des forces. L'important ce n'est pas la forme, c'est surtout d'en être et d'être syndiqué. Il démontre aussi, qu'on ne peut faire l'économie de la contestation du coût du capital et de la part que celui-ci s'attribue dans la répartition des richesses. En clair, on ne fera pas l'économie de la lutte des classes si on veut changer l'ordre des choses existant.

Durant toutes ces années, l'engagement syndical était motivé par la perspective d'un meilleur salaire, de meilleures conditions de travail et d'un monde meilleur. Pas le meilleur des mondes, mais un monde où le progrès social avait *du grain à moudre*, où il était possible, toujours possible de vivre un peu mieux. Lorsqu'on doute de la possibilité d'un monde meilleur, il devient difficile de s'engager. Alors on s'indigne ! « *Mais il ne suffit pas de s'indigner, il faut s'engager* » pour reprendre une formule de Georges Séguy.

Jamais peut-être, si on jette un regard dans le rétroviseur de notre histoire, le mouvement ouvrier, à l'image de la société dans laquelle nous vivons, n'avait été confronté à une telle dépolitisation. Elle se traduit sous plusieurs formes. Celle de douter de l'utilité et de l'efficacité du syndicat en est une. La prégnance de l'identité qui a tendance à prendre le pas sur le social en est une autre. Plus pernicieuse, plus dangereuse. La posture identitaire ne signifie pas seulement le rejet de l'étranger, elle renvoie à l'individualisme, elle suppose de remettre en cause tout ce qui est collectif dans notre société. Qu'est-ce qui est collectif ? La Sécurité sociale ; la retraite par répartition ; le comité d'entreprise, le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail ; la solidarité à l'égard des plus démunis ; les syndicats.

Cet ouvrage laisse entrevoir les chantiers à venir. Comment, par exemple, appréhender dans les conditions de notre époque, notre double besoin de défense individuelle et collective des salariés, des retraités, des précaires, avec la perspective d'une transformation sociale de la société en veillant à notre indépendance. Une politisation citoyenne, en quelque sorte, qui redonne au social toutes ses lettres de noblesse et qui bat en brèche le repliement sur soi, l'individualisme et les postures identitaires.

Lorsque le mouvement ouvrier se structure, il est traversé par plusieurs courants de pensée, plusieurs tendances : syndicalisme révolutionnaire, qui n'avait alors pas la même connotation qu'aujourd'hui, anarcho-syndicalisme, réformisme, et quelques autres encore. Les écrits et les études qui traitent de la naissance du mouvement ouvrier ne manquent pas. Le sociologue et philosophe Edgar Morin cible trois sources qui permettent d'y voir un peu plus clair. La source libertaire : la possibilité pour l'individu de s'épanouir. La source socialiste : la possibilité d'améliorer la société. La source communiste : le souci de la fraternité. Ces sources vont se séparer assez vite ce qui ne sera pas sans conséquences sur l'unité de la CGT. Il précise qu'il faudrait, pour tenir compte des enjeux de notre temps et d'un avenir proche intégrer la source écologiste. Ces sources qui ont déterminé un engagement pour un monde meilleur sont celles de toutes les générations des militants de la CGT. Ils les portaient en eux hier, ils les portent aujourd'hui et pour longtemps encore.

Jacky Maussion

Président de l'Institut CGT d'Histoire Sociale de Seine-Maritime.